

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

DU MARDI 6 MAI 2014

N° 17.885

Madagascar

Trois jours pour Gisèle Rabesahala

Une grande amie du peuple réunionnais sera honorée à partir de demain à Madagascar. Pendant trois jours, toute une série de manifestations est organisée en hommage à Gisèle Rabesahala. Cette initiative vient du Comité de solidarité avec Madagascar (Fifanampiana Malagasy), du Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar (AKFM), du journal Imongo Vaovao et de la famille de Gisèle Rabesahala.

Cela fait bientôt trois ans que Gisèle Rabesahala nous a quittés. C'était le 27 juin 2011. Elle représente 60 ans de luttes pour la liberté à Madagascar, et aussi 60 ans de solidarité entre la Grande Ile et son île sœur, La Réunion. Gisèle aurait célébré cette année son 85e anniversaire. Cet événement est l'occasion d'une grande manifestation initiée par la famille de Gisèle, par le Comité de solidarité dont elle fut la dirigeante, par l'AKFM dont elle était secrétaire générale, et par notre confrère Imongo Vaovao dont elle est une des fondatrices. Elle sera marquée par une inauguration et une exposition. Rappelons qu'au cours de sa vie militante, Gisèle Rabesahala a été amenée à exercer des responsabilités dans le gouvernement de Madagascar, en tant que ministre de la Culture.

60 ans de solidarité de luttes

Son engagement aux côtés des Réunionnais lui a valu de subir la répression du pouvoir de l'époque. En 1967, elle participe au 2e congrès du Parti communiste réunionnais avec deux autres camarades de Madagascar: le docteur Charles Randriananja, vice-président de l'AKFM, et Jean de Dieu Razafindrakato, rédacteur et gérant du journal «Imongo Vaovao». A leur retour à Madagascar, ils apprennent qu'ils n'ont plus le droit de venir à La Réunion. Cette interdiction n'a jamais été levée, même quand l'alternance a eu lieu en France en 1981.



Les Malgaches n'ont pas oublié la solidarité de luttes portée notamment par Gisèle. C'est pour cela qu'ils ont demandé à Paul Vergès d'intervenir demain, lors de l'inauguration de la stèle honorant Gisèle Rabesahala en plein cœur d'Antananarivo, la plus grande ville de notre région, peuplée de plus de 2 millions d'habitants.

Événement national

Il est à souligner que cette manifestation a lieu six mois après l'élection d'un nouveau président et d'un Parlement. Un nouveau Premier ministre vient d'être nommé récemment. La Réunion est donc invitée à participer à un événement important pour nos voisins. Madagascar va continuer à voir sa population augmenter. Ils seront 40 millions à vivre à côté de nous, et l'objectif du gouvernement est de transformer la Grande Ile en pays émergent. C'est un bouleversement considérable qui se prépare à la porte de La Réunion. La Réunion sera-t-elle au rendez-vous?

M.M.

Programme de la manifestation

Voici la présentation de l'événement qui commence demain à Madagascar.

Du 7 au 10 mai 2014, le Fifanampiana Malagasy, l'AKFM, le Journal Imongo Vaovao ainsi que la famille organisent un hommage en la mémoire de Gisèle Rabesahala à Tananarive.

Cet hommage sera rendu par différentes manifestations dont:

- L'inauguration d'une stèle en centre ville dès le 7 mai
- Une exposition (les 7, 8, 9 et 10 mai) qui se tiendra à la bibliothèque dans la salle récemment inaugurée par

Mme La Ministre et qui porte son nom

Toutes les après-midi de ces journées seront ponctuées de conférences-débats sur les thèmes suivants:

- Le 7: Gisèle dans l'histoire politique de Madagascar
- Le 8: Gisèle pour la promotion de la femme
- Le 9: Gisèle, femme malgache dans l'histoire de l'Afrique.

Lors de ces journées, plusieurs conférences-débats sont prévues, animées par des personnes ayant côtoyé Gisèle.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

«Témoignages» a 70 ans. Et, alors...? Ça intéresse qui ?

Alors que «Témoignages» souffle ses 70 bougies, il se trouve en grande difficulté financière et humaine. Comment ne pas soulever un problème central et récent qui gangrène le corps social et politique: la corruption morale qui a atteint des élues communistes.

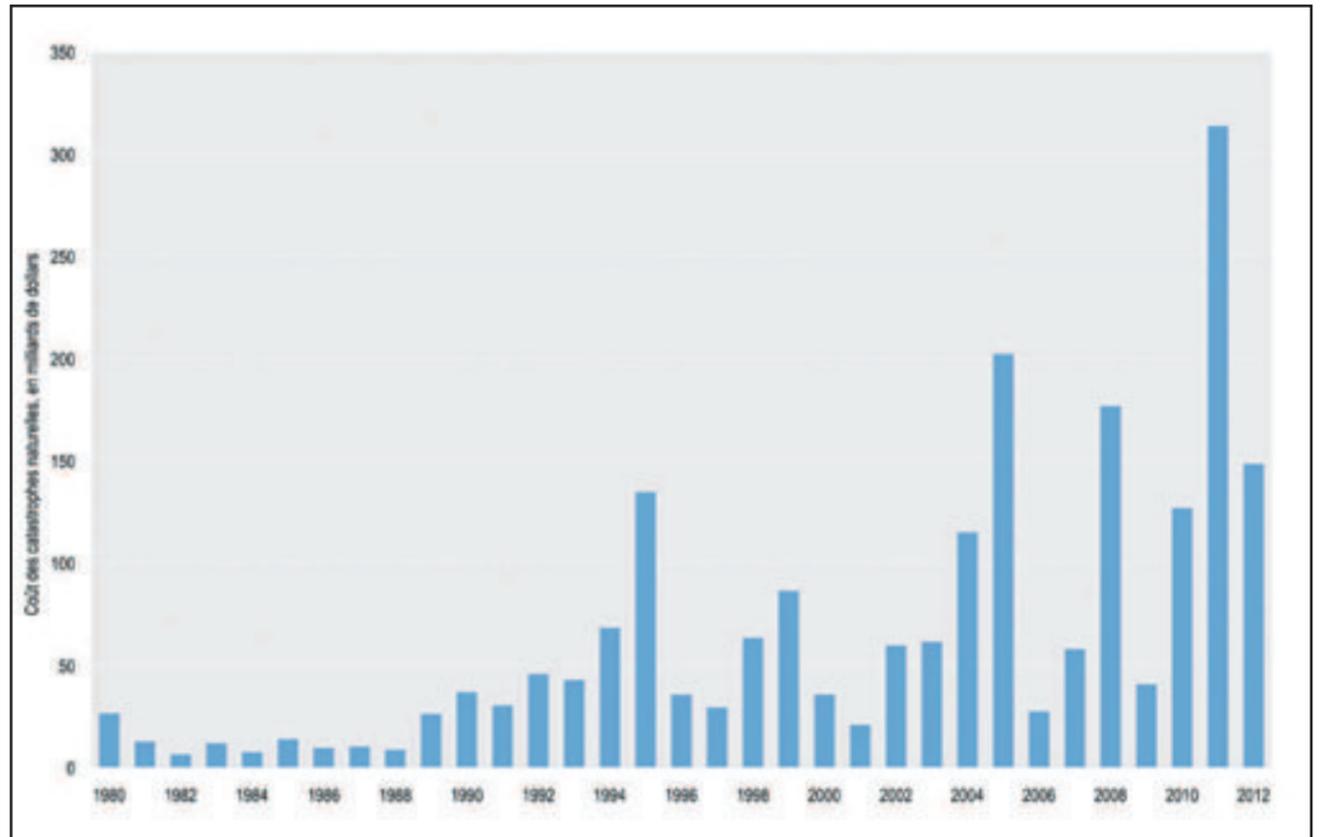
Ce journal a été attaqué et trainé dans la boue pour que vienne la Liberté. Il a été de tous les combats où se joue le sort des victimes. Il a connu la répression la plus féroce jusqu'à l'entrave à sa parution. Il a eu le rôle principal dans la structuration de la conscience de classe à La Réunion et la réunionnisation du débat politique. Il est le militant le plus assidu, fidèle et acharné. Il a beaucoup servi aux élections de nombreux camarades. Mais, au moment de renvoyer l'ascenseur, ils l'ont abandonné, évanouis dans l'oubli de leur engagements, se moquant même de ses difficultés qui sont pour beaucoup les conséquences de leurs actes.

Le pire, ce sont des élu-es qui, sans honte bue, déclarent qu'ils ne doivent rien au parti, encore moins à son organe de lutte! Fort de leur légitimité électorale, ces personnes ont le culot de se retourner contre leur parti et son journal. Il y en a même une qui a réclamé qu'on lui verse d'importantes sommes d'argent parce qu'elle s'estime diffamée. Pour ne rien perdre, elle a aussi fait payer son avocate sur les comptes publics.

Comment en est-on arrivé à ces extrémités et extravagances? Les jeunes sont-ils condamnés à suivre ces mauvais exemples? Au cœur du phénomène se trouve le rapport à l'argent obtenu comme indemnités d'élus. Les débats sur le niveau des rémunérations des élus au Conseil Municipal de Saint-Paul apportent une explication à la faillite de l'élite politique. Corruption morale puisque la loi autorise le phénomène. Il y en a même qui se comparent aux grands patrons d'entreprise pour justifier le montant élevé.

A 70 ans, «Témoignages» est plus près de son centenaire en 2044, que de l'année de sa fondation. Puissent ces quelques lignes soulever un sursaut tant attendu!

J.B.



Ce graphique de l'OCDE montre l'augmentation toujours plus important du coût des catastrophes naturelles.

Doublement des coûts en 10 ans

1.500 milliards de dégâts à cause des catastrophes

Les pays doivent renforcer leur résilience face aux catastrophes ou s'exposer à des coûts grandissants, selon l'OCDE. Précisions dans ce communiqué diffusé hier.

Face aux catastrophes naturelles ou imputables à l'activité humaine, une planification plus avisée - qui intensifie la collaboration entre les pays et encourage les ménages comme les entreprises à plus de responsabilité - aurait pour effet d'améliorer la résilience et de réduire les pertes économiques ultérieures, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

D'après ce rapport, intitulé Boosting Resilience through Innovative Risk Governance, les tremblements de terre, les troubles sociaux, les accidents industriels, les attaques terroristes, les pandémies et autres événements perturbateurs auraient causé aux nations avancées ou émergentes, au cours de la dernière décennie, des dommages et des pertes économiques dont le coût a été estimé à environ 1 500 milliards USD, soit plus du double de celui enregistré les dix années précédentes.

Obligation d'agir maintenant

Faute d'action, ces coûts pourraient augmenter encore car, du fait du changement climatique, des fortes concentrations de populations et de ressources dans des zones à risque et de l'étroitesse des liens économiques entre les pays, les retombées de tels événements se propagent plus rapidement par-delà les frontières et les secteurs d'activité.

«Des événements perturbateurs majeurs se produisent plus souvent qu'auparavant et, compte tenu de la densité toujours plus grande de nos villes et de l'interdépendance croissante de nos économies, les coûts sont à chaque fois plus élevés», a déclaré M. Rolf Alter, Directeur de la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE, lors du lancement du rapport à l'occasion du Forum de l'OCDE à Paris. «Une gestion plus avisée des risques en vue d'améliorer notre résilience face aux chocs est le seul moyen d'atténuer l'impact de tels événements sur nos sociétés et nos économies.»

Interdépendance

Le rapport met en relief les risques susceptibles d'alourdir les pertes dans l'avenir: le défaut d'entretien des infrastructures de protection, l'incapacité de la réforme de la réglementation à rester en phase avec les risques nouveaux, les défaillances de certains fournisseurs privés d'infrastructures clés, dans le secteur de l'énergie par exemple, ou encore l'insuffisance de l'investissement individuel dans la protection des actifs existants. Il ressort du rapport que l'inaptitude d'un pays à gérer correctement un risque majeur peut avoir de graves conséquences sur d'autres pays.

Selon le rapport, les gouvernements

devraient prendre des mesures pour sensibiliser l'opinion et réduire la dépendance excessive vis-à-vis de l'État.

Il est recommandé de mettre en place des incitations financières pour encourager les entreprises et les ménages à se prémunir contre les risques, et d'intensifier la coordination et le partage des données au niveau national et international dans l'optique d'atténuer, à moindre coût, les risques économiques induits par les catastrophes.

Rapport examiné aujourd'hui

Les Ministres des pays de l'OCDE examineront ce rapport au cours de la réunion annuelle de l'Organisation au niveau ministériel qui se tiendra les 6 et 7 mai à Paris, en vue de recommander formellement aux gouvernements de prendre des mesures à cet égard. Outre la tragédie que représentent les pertes de vies humaines causées par les catastrophes récentes, il faut savoir qu'en 2010 et 2011, les séismes au Chili et en Nouvelle-Zélande ont coûté respectivement 10 % et 20 % du PIB annuel. Au Japon, le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe nucléaire ont lourdement contribué à une contraction de l'activité économique de 0,7 % en 2011, en entraînant des perturbations au niveau mondial dans les chaînes d'approvisionnement industrielles.



Photovoltaïque à La Réunion. Le secrétaire général de l'ONU rappelle que pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, des solutions existent déjà. Elles doivent être développées. (Photo Toniox)

Nouveau message de l'ONU à la rencontre d'Abu Dhabi sur le climat

Besoin de «mesures ambitieuses sur le climat»

Les Emirats Arabes ont accueillis à Abu Dhabi une rencontre internationale sur le climat, en vue de préparer le Sommet sur le climat prévu à New York le 23 septembre. À cette occasion, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a de nouveau plaidé pour des mesures ambitieuses sur le climat.

Réunissant des représentants de gouvernements, du secteur privé, et de la société civile, la rencontre a permis aux différents intervenants d'échanger sur les mesures à prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer la résilience face aux changements climatiques.

«Générer une dynamique politique» à New-York et Paris

«J'espère que nous serons en mesure de générer une dynamique politique forte avant que les dirigeants viennent à New York», a déclaré Ban Ki-moon, en faisant référence au Sommet sur le climat prévu au siège des Nations Unies à New York, le 23 septembre. Une volonté appuyée par les récents rapports du GIEC, faisant état d'une aggravation de la situation, si aucunes décisions ne sont prises rapide-

ment. En effet, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat prévoit un réchauffement atteignant entre 2 et 4,8 °C, d'ici à 2100, une montée du niveau de la mer jusqu'à un mètre au niveau mondial et notamment une répétition d'événements extrêmes. Les experts affirment que l'ensemble des secteurs économiques seront affectés par le changement climatique, raison pour laquelle les entreprises et les Etats devront l'intégrer dans leur stratégie.

Pour Ban Ki-moon, «si nous ne prenons pas de mesures urgentes, tous nos projets pour une plus grande prospérité et une plus grande sécurité mondiale seront annulés». «C'est pourquoi il est important que les gouvernements arrivent à un nouvel accord sur le climat d'ici 2015 qui réduira rapidement les émissions et soutiendra la résilience», a-t-il ajouté.

Le Sommet sur le climat organisé aux Nations Unies, a pour objectif de «façonner une vision collective ambitieuse ancrée dans des actions concrètes». Le Secrétaire

général de l'ONU a exhorté les chefs d'Etat et de gouvernement, les maires et les représentants du secteur des affaires, de la finance et de la société civile, à

«annoncer des engagements et des mesures courageuses qui seront le catalyseur du changement profond dont nous avons besoin». Pour ce dernier, il est pos-

sible de dégager des «résultats significatifs» dans neuf domaines: énergie, villes et transports, finance, résilience, agriculture et polluants climatiques de courte durée. Selon lui, «de nombreuses solutions dont nous avons besoin existent. De nombreuses autres sont en train d'être développées rapidement».

«Façonner une vision collective»

En effet, pour convaincre les dirigeants du monde, le GIEC a mis en évidence plusieurs possibilités pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Parmi lesquelles, remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables, développer la capture et le stockage du CO² ou encore diversifier l'économie. Sur le plan de l'adaptation, le rapport met en évidence plusieurs points, dont l'installation de systèmes d'alerte, d'abris contre les cyclones et les inondations, l'amélioration du stockage d'eau et des techniques d'irrigation, ainsi que la création de nouvelles pratiques agricoles et des zones protégées.

Pour conclure son allocution, Ban Ki-Moon a assuré que «plus nous repoussons l'échéance, plus nous en paierons le prix. Les gouvernements ont promis un nouvel accord sur le climat l'an prochain à Paris. Des mesures pour le climat sont faisables, abordables et bénéfiques. Le changement est dans l'air, les solutions existent».

Céline Tabou

LES Rencontres Citoyennes Saint Paul

10 mai 2014 CONFÉRENCES, EXPOSITIONS, CULTURES

Chers amis, Chers camarades, Chers concitoyens,

Des problèmes techniques de dernières heures ne nous permettent pas une bonne utilisation du jardin Lecort de Lisé, en particulier pour la tenue des animations foraines et du plateau de découvertes culturelles. Par conséquent, les Rencontres Citoyennes de Saint-Paul sont réorganisées sur la matinée du 10 mai 2014, journée officielle de commémoration de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions. L'événement se déroulera dans la cour et dans les locaux de l'Espace Citoyen de Saint-Paul (116 bd du Front de mer face à l'entrée du parcours de santé).

Vous trouverez ci-dessous le programme de la matinée, notamment les thèmes abordés lors de la conférence principale. En ouverture des travaux, un hommage sera rendu à Roland Robert. À midi, un repas fraternel sera offert sur réservation.

Nous vous remercions de bien vouloir nous confirmer votre participation et surtout de réserver votre repas (et ceux de vos accompagnateurs) avant jeudi 8 mai, 18 heures, au 0692 25 57 56 ou à l'adresse électronique 'geniecollectifreunionnais@gmail.com'.

Nous comptons vivement sur votre présence ainsi que celle de vos proches et amis.

Philippe Yéa-Chong-Tchi-Kan,
Désigné à l'Espace Citoyen de Saint-Paul

PROGRAMME

"Sortir le peuple de l'ignorance pour qu'il devienne un acteur conscient de son avenir. Étudier pour comprendre, comprendre pour agir efficacement et encourager l'unité des Réunionnais !"

9h00

Hommage à Roland Robert
"Un demi-siècle de fidélité à son Parti, à son peuple"

9h30

Présentation du programme
- 10 mai : une journée officielle
- Les expositions

10h00

Conférence-débat
- "Du Code Noir à la reconnaissance du crime contre l'Humanité"
- "Après l'abolition de l'esclavage, abolissons l'extrême pauvreté !"
- "Réconcilier les Réunionnais dans un projet politique de responsabilité, de solidarité et de partage"

12h30

Repas fraternel
(offert sur réservation)

Aggravation de la situation

L'Ukraine au bord de la guerre civile

Durant plusieurs jours, des échauffourées ont eu lieu entre pro-russes et nationalistes ukrainiens dans l'est du pays et à Odessa (sud). Vendredi 2 mai, 40 personnes sont décédées à Odessa, entraînant une aggravation de la situation dans le pays durant le week-end.



Face aux partisans du fédéralisme qui manifestent et occupent des bâtiments officiels, l'armée ukrainienne a attaqué. La situation dégénère en affrontements au sein de la population civile.

Pour le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, «ce qui s'est passé à Odessa fait partie du plan de la Fédération de Russie pour détruire l'Ukraine et son Etat», ajoutant que le but de la Russie «était de répéter à Odessa ce qui se passe dans l'est du pays». Pour le gouvernement ukrainien, «notre union sera la meilleure réponse à ces terroristes». Dimanche 4 mai était le second jour de «deuil national» pour les victimes de la tragédie.

La mobilisation des nationalistes

Des pro-russes ont pris d'assaut le siège de la police, alors que des milliers de nationalistes ukrainiens se sont rassemblés dans les rues de la ville d'Odessa, ville portuaire du sud. Des partisans d'une Ukraine unie se sont rendus, le 4 mai, devant le siège régional de la police, a révélé l'Agence France Presse.

Les manifestants, accompagnés d'une cinquantaine de membres du groupe paramilitaire nationaliste Pravy Sektor, se sont rendus dans les bureaux du général Ivan Katerintchouk. Scandant «Odessa en Ukraine!», «Gloire à l'Ukraine!», les nationalistes chantaient l'hymne national, a indiqué l'AFP. Les manifestants se sont ensuite rendus

devant la Maison des syndicats, qui a brûlé vendredi 2 mai, faisant près de 40 morts pro-russes.

De leurs côtés, près de 2.000 personnes ont lancé un assaut contre le siège de la police d'Odessa, a constaté un journaliste de l'AFP. Ces derniers ont réclamé et obtenu la libération de 67 pro-russes, arrêtés vendredi après de violents heurts entre pro-russes et partisans de l'Ukraine unie.

Des incidents similaires ont été constatés dans l'Est du pays, dans la nuit de samedi à dimanche des violences ont été signalées dans le bassin minier oriental du Donbass, frontalier de la Russie, qui regroupe les régions de Lougansk et Donetsk. D'autres ont été constatés samedi soir à Lougansk, Donetsk, Marioupol.

Conflits armés entre pro-russes et nationalistes

«Des combats sont en cours», a déclaré Stella Khorocheva, la porte-parole des rebelles, sans pour savoir où. L'armée ukrainienne a coupé dimanche 5 mai, le principal axe routier vers Slaviansk, bastion des insurgés pro-russes dans l'est. D'après l'AFP, des soldats ukrainiens ont installé un barrage à 2 km

de Slaviansk coupant la voie rapide vers Donetsk, capitale régionale. A Kharkiv, environ 500 militants pro-russes ont ignoré une interdiction de manifester et se sont rassemblés devant un monument de Lénine en clamant qu'ils «n'oublieraient pas» et «ne pardonneraient pas» les événements d'Odessa. Face à la montée rapide de la violence, la communauté internationale tente de régler pacifiquement la crise. Le président de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Didier Burkhalter, devrait se rendre mercredi 7 mai à Moscou. Les membres de cette organisation, enlevés la semaine dernière, ont été libérés.

Mais, «même dans les cercles de l'OSCE, personne ne sait que le sang coule en Ukraine et que l'armée tire sur des gens désarmés», s'est indigné le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier. Ce dernier a souhaité la mise en place d'une seconde conférence de Genève afin de tenter de sortir de la crise en Ukraine. Selon le Kremlin, Vladimir Poutine a indiqué auprès de la chancelière allemande, Angela Merkel «le besoin d'établir un dialogue direct entre les autorités actuelles de Kiev et les représentants des régions du sud-est du pays».

Céline Tabou

Otété!

«Kan ou lé dan la dans, ou dans» – ou loptosmis dé pov...

Loptimis sa in mo an fransé i vé dir pran la vi lo bon koté; dann sitiasyon ou sak minm si i sa va pa tro bien, ou fé alé kant minm.

Pars la mizèr si la tèr i dat pad zordi; a nou mouvman politik nou vé sa i sanz; nou tas moyin fé diminié o moin.

Moin la fine rakonté koman moin la viv dan la kaz an payi.

Moin la vi siklone 1948 (moin lavé 4 an 4 moi), sé dapré moin mon premié souvenir; mi rapèl nou la sovè; monmon son koté ék mon ti sèr 3 zan 2 moi, in bébé dann bra mi rapèl pi kèl az...

Nou la sot in mir an ros ék papa; dan in rafal nou la kal dan in kaz ranversé, sinon sa lavé pi lo toi; dann zéklèr moin té asiz ant lé dé zanm mon papa, si in ros a tèr; ék son min, dan so kaz nout voisin, -li osi té pi la-, li la trouv in marmite mayi, li dmann a moin si mi vé manz in boul... bon, brèf.

12 zan aprè, moin na 16 zan; moin la ginyi lo konkour po alé Sindni lékol normal; nout dirèktèr, mesié Maxime Fontaine i di a moin: «di out papa viin war a moin la mézon».

Donk in aprémidi, nou mont.

Mazine mon vié ék son kilot kaki, pié ni, sapo fètr (feutre). A moin si pli a lèz lo pié a tèr... Dirèktèr la i fé rant a nou dérièr son kaz na son biro.

Dialog: «out garson i mont Sindni linterna la, i fo asèt a li dé pizama, dé servièt po lo bin, pantalon, soulié, sokèt, somiz, koman ti sar fé?»

(ant parantèz, a moin zamé mèt pizama, nou mèt vié linz po dormi; zamé asèt in servièt, i ésui lo kor ék linz i mèt pi; lo pié ék sifonn pié; pantalon zamé koni; soulié? ésparsiat ankor, mé sé koué in sokèt?-sock an anglé!)

Donk papa i fé po répons: «koué va fé, kan ou lé dan la dans, ou dans!»

Justin

La mainmise avérée des Etats-Unis en Ukraine

Selon les informations fournies par l'édition dominicale allemande du quotidien Bild, appelé, Bild am Sonntag, des dizaines de spécialistes des services de renseignement et de la police fédérale des États-Unis conseillent le gouvernement ukrainien. Ces informations viennent de sources anonymes du renseignement allemand. Le Bild am Sonntag a précisé que des agents de la CIA et du FBI aidaient Kiev à mettre un terme à la rébellion dans l'est de l'Ukraine et à mettre en place un dispositif de sécurité efficace.

Les enjeux énergétiques et diplomatiques des Etats-Unis en Ukraine ont été à plusieurs reprises mises en exergue par certains médias. Cependant, la venue des renseignements américains attestent de l'importance pour les Etats-Unis de conserver la mainmise sur l'Ukraine, quitte

à se mettre à dos la Russie. Une confrontation pour l'heure insidieuse, car ni Barack Obama, ni Vladimir Poutine ne se sont contestés directement.

"Leur activité est cantonnée à la capitale, Kiev», a indiqué le Bild, qui précise que les agents envoyés ne sont pas directement engagés dans les affrontements avec les pro-russes. Le quotidien ajoute que les agents du FBI aident Kiev dans la lutte contre le crime organisé, raison pour laquelle une équipe spécialisée dans les affaires financières aide à identifier les origines de la fortune de l'ancien président ukrainien, Viktor Ianoukovitch. Pendant que des agents de la CIA et du FBI aident le gouvernement ukrainien, la communauté internationale (Union Européenne comprise) tente de trouver une sortie de crise pacifique.